

**RAPPORT  
ANNUEL  
1990-1991**

**VUE D'ENSEMBLE**

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

**Canada**

# *NOTRE MISSION*



---

**F**aire connaître, promouvoir et défendre  
dans le monde les intérêts du Canada et  
les valeurs communes des Canadiens;

**A**ider les Canadiens à mieux connaître et  
comprendre le monde extérieur;

**S**ervir les Canadiens au pays et à l'étranger.

Examen ministériel  
Juin 1990



## V CHAPITRE UN VUE D'ENSEMBLE

L'année étudiée, (1<sup>er</sup> avril 1990 au 31 mars 1991) a été marquée par des événements politiques qui ont modifié l'équilibre des forces dans le monde, posé des défis sur le plan diplomatique et offert d'extraordinaires possibilités commerciales. L'unification de l'Allemagne, les changements rapides en Union soviétique et la guerre du Golfe ont eu des répercussions considérables sur les missions diplomatiques du Canada. Par le biais d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, le gouvernement s'est efforcé de faire progresser la démocratie et de soulager les souffrances humaines, tout en protégeant les intérêts du pays sur la scène internationale.

### ACTIVITÉS MULTILATÉRALES

Le Canada attache une grande importance à son rôle au sein de nombreux organismes multilatéraux, qui aujourd'hui gèrent ces changements mondiaux, et au soutien qu'il apporte à ces organismes. Membre du Conseil de sécurité des Nations Unies jusqu'en décembre 1990, il a pris part à de longs débats onusiens visant à empêcher que la guerre éclate au Moyen-Orient. En janvier, lorsque l'on n'a pu convaincre l'Iraq de se retirer pacifiquement du Koweït, le Canada a appuyé les résolutions de l'ONU et envoyé des troupes dans le Golfe. Par ailleurs, le Canada a aussi fait preuve de leadership à l'ONU concernant l'embargo sur les armements décrété contre l'Afrique du Sud, et comme membre du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA).

Le Sommet de Paris de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), en novembre 1990, a marqué la fin de la Guerre froide en Europe. La Charte de Paris pour une nouvelle Europe a salué l'avènement de relations amicales entre les 34 États participants et, aux termes du Traité sur les forces conventionnelles en Europe, les 22 pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et du Pacte de Varsovie ne sont plus ennemis. Le Premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui représentaient le Canada aux réunions, se sont efforcés de convaincre leurs homologues de créer un centre pour la prévention des conflits et de reconnaître la dimension humaine des événements mondiaux.



Photo : Klaus Moller

*M. Joe Clark à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE)*

En juillet, au Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN, le premier ministre Mulroney et d'autres dirigeants de l'Alliance ont publié la Déclaration de Londres. Constatant les changements fondamentaux survenus en Europe, ils y annonçaient le lancement d'un programme visant à transformer l'OTAN, en conséquence.

Le Sommet économique de Houston a porté essentiellement sur l'URSS, sur le commerce et sur l'environnement. Les leaders des sept grands pays industrialisés ont pris acte des changements démocratiques en Europe centrale et en Europe de l'Est et donné le feu vert à une étude de l'économie soviétique ayant pour but de formuler des recommandations pour la réformer. Le Canada y a notamment proposé d'adopter des mesures concernant les indicateurs environnementaux, les sources terrestres de pollution côtière et l'étiquetage des produits en fonction de leur impact sur l'environnement. Dans la Déclaration sur les questions transnationales, les leaders condamnaient le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive.

Les négociations multilatérales de l'Uruguay Round sur le commerce se sont poursuivies, l'accent y étant mis en priorité sur le règlement des questions agricoles.

À chacune des réunions du Commonwealth cette année, le Canada a défendu les droits de la personne, les valeurs démocratiques et l'égalité pour les femmes. Le Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth, présidé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très

honorable Joe Clark, n'a pas relâché ses efforts pour obtenir la suppression de l'apartheid en Afrique du Sud.

Depuis le Sommet de la Francophonie à Dakar, en mai 1989, 90 projets ont été mis en oeuvre dans les domaines suivants : agriculture, environnement,

éducation, culture, science et développement technique. Les ministres de la Culture se sont réunis en conférence à Liège (Belgique), en novembre, pour trouver les moyens d'aider les industries culturelles francophones.

---

## RELATIONS INTERNATIONALES

### ÉTATS-UNIS

Les relations canado-américaines se sont concentrées sur un certain nombre de domaines clés comme le commerce, la défense, la coopération scientifique et l'environnement. Le premier ministre Mulroney et le président Bush se sont rencontrés 11 fois depuis janvier 1989. Le 13 mars 1991, après plusieurs années de pourparlers, l'Accord sur la qualité de l'air a été signé. Il devrait permettre de réduire de moitié la pollution transfrontalière, qui se manifeste sous forme de pluies acides.

Les États-Unis sont les premiers investisseurs étrangers au Canada, avec près de 70 % des investissements étrangers directs. Au total, le commerce bilatéral de marchandises se chiffre à 203,4 milliards de dollars. Les programmes pour les nouveaux exportateurs, NEEF et NEXUS, auxquels concourent 12 consulats et 15 bureaux auxiliaires canadiens, ont attiré des participants dans les domaines suivants : achats du gouvernement fédéral, matériel de protection de l'environnement, techniques de l'information et services de consultation.

Les programmes de relations publiques renforcent l'image du Canada comme partenaire responsable sur le continent en matière de commerce, de défense et d'environnement.

### AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES

La stratégie du gouvernement concernant l'Amérique latine en est à sa deuxième année d'application, et le Ministère a accru son activité dans la région. En juin 1990, la ministre des Relations extérieures et du Développement international, l'honorable Monique Landry, a assisté à l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA) qui s'est tenue au Paraguay. La proposition canadienne de créer une Unité pour la promotion de la démocratie y a été adoptée à l'unanimité. Parmi les activités de l'OEA auxquelles le Canada a participé, citons une commission sur la femme et un forum sur la toxicomanie.

Le Canada s'est attaché à consolider et à renforcer les institutions démocratiques, à l'occasion, notamment, des élections en Haïti, auxquelles il a contribué par une aide se chiffrant à un million de dollars et par l'envoi d'observateurs.

Les relations économiques se sont améliorées avec toute l'Amérique latine. Les exportations et les investissements ont augmenté, atteignant plus précisément 490 millions de dollars pour le Brésil, et 230 millions de dollars pour le Venezuela.

Au printemps 1990, avec l'aide financière du Ministère, les Grands Ballets Canadiens, ont fait une tournée acclamée au Mexique, au Venezuela et au Brésil.

### AFRIQUE

Au cours de l'année écoulée, beaucoup de pays africains se sont engagés sur la voie de la démocratisation. Le Canada encourage les réformes économiques et sociales. En outre, il a accordé une aide humanitaire au Libéria, à la Somalie, au Soudan et à l'Éthiopie.

En septembre, le président du Zimbabwe, M. Mugabe, est venu en visite à Ottawa pour remercier le Canada du rôle qu'il joue dans le développement économique de son pays et d'autres pays de l'Afrique australe.

La question de l'apartheid a continué de dominer les relations avec l'Afrique du Sud. Bien que Pretoria ait éliminé la plupart des piliers de ce système, le Canada a maintenu ses restrictions commerciales pour être sûr que le gouvernement sud-africain honorerait les promesses qu'il a faites à la communauté internationale de mettre fin à la ségrégation raciale. Ainsi, le gouvernement sud-africain doit, entre autres, permettre le retour des exilés, libérer les prisonniers politiques et revoir la législation répressive.

En juin, peu après que le gouvernement sud-africain l'ait relâché de prison, M. Nelson Mandela, vice-président du Congrès national africain (ANC), est venu en visite au Canada. À cette occasion, le premier ministre Mulroney a promis que le Canada

consacrerait 5,85 millions de dollars à l'aide au retour des exilés et à la réinsertion des anciens prisonniers politiques.

### ASIE ET PACIFIQUE

Onze des pays dont l'économie connaît la croissance la plus rapide du monde se trouvent en Asie et dans le Pacifique, régions qui devraient abriter 70 % de la population mondiale d'ici à l'an 2000. Le Japon est le deuxième partenaire commercial du Canada, après les États-Unis. Au Japon, M. Clark a rencontré son homologue nippon, M. Taro Nakayama, et engagé le Dialogue sur la sécurité coopérative dans le Pacifique Nord. Les échanges avec la Chine s'accroissent.

La participation du Canada à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) est la pierre angulaire de ses relations avec l'Asie du Sud-Est. Les échanges commerciaux, universitaires et culturels se développent rapidement et, pour 1990, le commerce bilatéral s'est chiffré à 3,4 milliards de dollars.

Le Canada a recommencé à fournir une aide publique au développement au Vietnam, au Cambodge et au Laos. Il a déjà engagé plus de 112 millions de dollars US pour financer des projets au Vietnam.

En Asie du Sud, une aide a été accordée au Bangladesh, dévasté par plusieurs catastrophes naturelles (cyclones, inondations, et autres). M<sup>me</sup> Landry et l'honorable Barbara McDougall (en tant que ministre de l'Emploi et de l'Immigration) se sont rendues en visite officielle dans la région au cours de l'exercice.

Le Canada, qui compte parmi les six partenaires au Dialogue, a participé à la deuxième rencontre du Forum du Pacifique Sud, aux Vanuatu.

Au cours de l'année étudiée, l'Asie et le Pacifique ont constitué, pour le Canada, une source extrêmement importante d'immigrants, dont un grand nombre sont des entrepreneurs et des investisseurs qui ont beaucoup à apporter à l'économie canadienne.

Le Ministère a organisé, à Séoul, la Semaine du commerce et de la technologie, en novembre 1990, et la Semaine du Canada à Taipei, entre autres programmes de relations publiques, pour mieux faire connaître le Canada en Asie et dans la région du Pacifique.

### EUROPE DE L'OUEST ET COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Le Canada a participé à l'évolution de l'Europe par le biais, notamment, de tribunes mondiales et

de discussions au sein d'organismes intergouvernementaux tels que l'OTAN. Il a eu des consultations avec les premiers ministres français et italien, MM. Michel Rocard et Giulio Andreotti, et il a reçu le président allemand, M. Richard von Weizsaecker.

En prévision de l'instauration d'un marché unique dans la Communauté européenne (CE), le Ministère a distribué aux milieux d'affaires et aux milieux universitaires des rapports sectoriels sur l'Europe de 1992. Dans une déclaration sur les relations entre le Canada et la CE, l'importance des échanges bilatéraux pour les deux partenaires a été soulignée.

Au nombre des programmes de relations publiques figurait une vaste campagne publicitaire visant à sensibiliser les décideurs européens aux dangers de la surpêche dans l'Atlantique Nord. Grâce à TV 5, réseau de télévision francophone auquel le Canada participe, les émissions canadiennes atteignent un plus vaste public international.

### UNION SOVIÉTIQUE, EUROPE CENTRALE ET EUROPE DE L'EST

D'immenses changements bouleversent toute la structure de l'URSS. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a effectué une visite de travail dans ce pays et le président Mikhaïl Gorbatchev est venu au Canada demander qu'on le soutienne dans ses réformes et que l'on accorde à l'Union soviétique une aide financière et technique.

Afin d'aider les pays nouvellement convertis à l'économie de marché et ayant entrepris un processus de démocratisation, le Canada a créé un groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est. En novembre 1990, celui-ci a envoyé en République fédérative tchèque et slovaque (RFTS) une mission chargée de désigner des projets. Des programmes d'aide ont été mis sur pied pour la Pologne et la Hongrie, ainsi que pour la RFTS. Le Canada apporte également à ces pays une aide technique, des compétences en matière de gestion et une aide alimentaire.

Le Canada appuie les réformes politiques et économiques entreprises en URSS, mais il se montre prudent, afin de s'assurer que la libéralisation annoncée se fera paisiblement. Suite au meurtre de civils par l'armée soviétique en Lituanie et en Lettonie, le Canada a suspendu son aide technique et une ligne de crédit alimentaire à l'URSS.

Le Ministère a développé les relations culturelles par le biais d'expositions internationales et d'échanges dans le domaine de l'éducation, et par la promotion de centres d'études canadiennes à l'étranger.

## MOYEN-ORIENT

Pendant la crise du golfe Persique, le Ministère a dû intervenir à de nombreux niveaux, allant du dialogue international et des efforts de maintien de la paix aux liaisons entre le gouvernement canadien et les forces déployées. Les répercussions de la crise ont été dramatiques pour tout le Moyen-Orient, notamment pour les populations, qui ont traversé de terribles épreuves physiques et qui ont été déplacées en grands nombres. Le Canada a fourni des forces de maintien de la paix à la Mission d'observation des Nations Unies en Iraq et au Koweït (UNIKOM) et il participe actuellement aux opérations de nettoyage et de reconstruction du Koweït.

Le 31 mars 1991, pour aider l'Égypte à faire face à l'afflux de réfugiés, le Canada lui a octroyé quelque 26 millions de dollars et a allégé sa dette de 13 millions de dollars. La Jordanie a, elle aussi, été l'un des grands bénéficiaires des 75 millions de dollars débloqués par le Canada pour aider les pays souffrant des répercussions de la guerre.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est rendu en Israël en novembre 1990, puis en mars 1991. Il s'est également rendu en Iran et en Jordanie, et il a rencontré les dirigeants saoudiens et le président de la Syrie. La crise du Golfe a rappelé combien il est urgent de régler équitablement le conflit israélo-arabe. Le Canada appuie sans réserve les efforts que déploient les Nations Unies et les États-Unis pour instaurer la paix au Moyen-Orient.

## POLITIQUE COMMERCIALE ET EXPANSION DU COMMERCE D'EXPORTATION

La politique suivie en matière de commerce extérieur a permis d'améliorer la compétitivité des industries canadiennes, a favorisé leur adaptation technologique et facilité leur accès aux marchés étrangers.

Entre autres décisions importantes prises pendant les réunions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) au cours de l'année, citons l'adhésion du Salvador et du Guatemala ainsi que l'admission de l'URSS à titre d'observateur. Le Canada a défendu avec succès ses intérêts pour ce qui est du libre-échange, des échanges commerciaux en rapport avec l'environnement et de l'ouverture de la Communauté européenne au blé canadien.

C'est en partie grâce à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE) que le commerce bilatéral entre les deux pays se chiffre à 200 milliards de dollars. Une troisième série d'abaissement des tarifs a eu lieu en janvier 1991, ce qui a amélioré la position du Canada vis-à-vis du plus grand marché du monde. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) que l'on envisage de conclure avec le Mexique et les États-Unis aura pour but de consolider ces gains. Le Mexique est le premier partenaire commercial du Canada en Amérique latine et dans les Antilles, nos exportations vers ce pays atteignant presque 600 millions de dollars.

Le Ministère administre un certain nombre de programmes destinés à aider les producteurs et les fabricants canadiens à être plus concurrentiels au niveau international et à attirer les investisseurs au Canada. Les bénéficiaires du Programme d'apports

technologiques ont enregistré des ventes de 156 millions de dollars et créé 1 550 emplois. Avec des initiatives telles que le Programme de développement des investissements, « Horizon Le Monde » et le Programme de développement des marchés d'exportation (PDME), le Ministère a encouragé les investissements au Canada et la vente de nos produits à l'étranger. Le PDME est à double volet, public et privé. Les ventes enregistrées à la suite d'opérations de commercialisation privées se chiffrent à 600 millions de dollars.

Les Centres du commerce international implantés dans tout le Canada assurent une liaison avec les services du Ministère à Ottawa et à l'étranger.

Le Ministère a poursuivi ses efforts pour développer de nouveaux marchés et élaborer des stratégies de commercialisation dans tous les secteurs de l'agro-alimentaire, des produits du poisson et des produits de consommation. Il a étudié des moyens de relier entre elles des entreprises produisant des marchandises similaires ou complémentaires, et de les présenter sur le marché international, en combinant des efforts promotionnels afin d'augmenter les ventes. En 1990, le Ministère a aidé des entreprises canadiennes qui ont participé à 55 foires commerciales en Europe de l'Ouest, y compris en les invitant à ses stands nationaux, 18 au total.

Pendant l'exercice financier, le Canada a enregistré une croissance de ses exportations et la balance commerciale a présenté un excédent de 12,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 8,9 milliards par rapport à 1989.

---

## ACTIVITÉS SECTORIELLES

### ENVIRONNEMENT

Un conseiller spécial a été nommé à l'automne 1990 auprès du secrétaire d'État aux Affaires extérieures pour les questions environnementales exclusivement. Des réunions préparatoires ont déjà eu lieu en vue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED). Le Canada s'intéresse notamment aux problèmes touchant les forêts, la diversité biologique et les changements climatiques.

En avril 1990, il a accueilli une réunion de l'Initiative de protection environnementale de l'Arctique des huit nations circumpolaires, pendant laquelle une stratégie de protection de l'environnement arctique a été esquissée. La surpêche des Européens dans les eaux canadiennes a continué malgré l'opposition de l'Organisation des pêches de l'Atlantique nord-ouest.

Le Canada s'intéresse à tous les problèmes d'environnement, depuis les efforts de recyclage à l'administration centrale jusqu'à l'analyse de la couche d'ozone.

### DROIT

La France et le Canada ont poursuivi leurs négociations sur les questions maritimes, notamment sur le différend qui les oppose quant aux droits de pêche dans les eaux qui entourent l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon.

L'adoption de nouvelles lois a permis au Canada de ratifier les protocoles de 1977 de la Convention de Genève concernant le traitement, en temps de guerre, des prisonniers, des malades et des blessés.

Le Ministère s'est aussi penché sur des questions telles que la protection de la propriété intellectuelle, les produits chimiques précurseurs, le blanchiment de l'argent, les accords scientifiques et technologiques, les armes chimiques et les accidents nucléaires.

### DÉFENSE

La limitation des armements et le désarmement ont occupé l'avant-scène internationale, la situation au Moyen-Orient rendant encore plus important le repérage des armes de destruction massive et l'arrêt de leur prolifération. En février, le Premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont proposé de nouvelles mesures pour atteindre précisément cet objectif. Ainsi, ils ont invité leurs homologues à se réunir afin de déclarer la volonté politique mondiale de condamner ces armes.

L'Accord sur la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) conclu entre le Canada et les États-Unis a été reconduit pour cinq années supplémentaires.

### IMMIGRATION

En 1990, le gouvernement canadien a annoncé un plan quinquennal aux termes duquel le nombre des immigrants passera de 200 000 en 1990 à 220 000 en 1991, puis à 250 000 par an jusqu'en 1995.

En raison des bouleversements politiques et économiques que connaît l'Europe, les bureaux d'immigration ont reçu davantage de demandes. En 1990, le Canada a accepté 13 442 réfugiés et 37 944 immigrants en provenance d'Europe de l'Ouest. Beaucoup de réfugiés d'Europe de l'Est ont aussi transité par l'Europe de l'Ouest au cours de l'année écoulée. Le Système informatisé de traitement des dossiers d'immigration (SITCI) et Immigration Mega permettent de suivre les requérants tout au long du processus d'immigration.

---

## ADMINISTRATION

Les dépenses du Ministère pour l'exercice se sont élevées à 1 150,5 millions de dollars. Son budget de fonctionnement étant considérablement réduit, il a dû adopter de nouvelles méthodes de comptabilité et tous les services se sont efforcés de rentabiliser leurs opérations. À cette fin, un Examen ministériel a été entrepris pour étudier le fonctionnement de l'administration centrale et des missions à l'étranger. Les résultats, publiés en juin 1990, recommandaient la réorganisation de plusieurs directions. Les fonctions de vérification et d'évaluation ont été combinées et confiées à un inspecteur général; une unité de la correspondance ministérielle a été créée pour répondre au courrier au nom des ministres; et le nouveau Secrétariat de planification et de gestion des ressources a été chargé de gérer les ressources du Ministère.

Dans le cadre du programme Fonction publique 2000 et à la suite de l'Examen ministériel, le Ministère a réaffecté des employés et procédé à des réductions par attrition. Le volet formation a été renforcé et un ombudsman ministériel a été nommé.

---

## CONCLUSION

En raison de la complexité et de l'instabilité de la conjoncture mondiale, des réalités économiques de la récession, de la restructuration interne et des restrictions financières, cette année a été éprouvante pour le Ministère sur le plan des ressources. À tous les niveaux, les employés ont fait preuve de diligence et d'initiative, ce qui est à leur honneur. Avec

Les auteurs de l'Examen ministériel ont également souligné la nécessité de créer un Secteur des affaires consulaires, de l'immigration et des passeports. Au cours de l'année civile 1990, par l'intermédiaire des missions à l'étranger, le Ministère a délivré 181 902 visas d'immigrant et 644 889 visas de visiteur. À l'heure actuelle, 5,6 millions de passeports canadiens sont en circulation.

Le Ministère a continué d'améliorer ses réseaux d'ordinateurs pour les communications et l'extraction de données. Ainsi, avec le réseau MITNET, on peut combiner et acheminer voix, données, télécopie et messages, grâce à des techniques de pointe conçues au Canada.

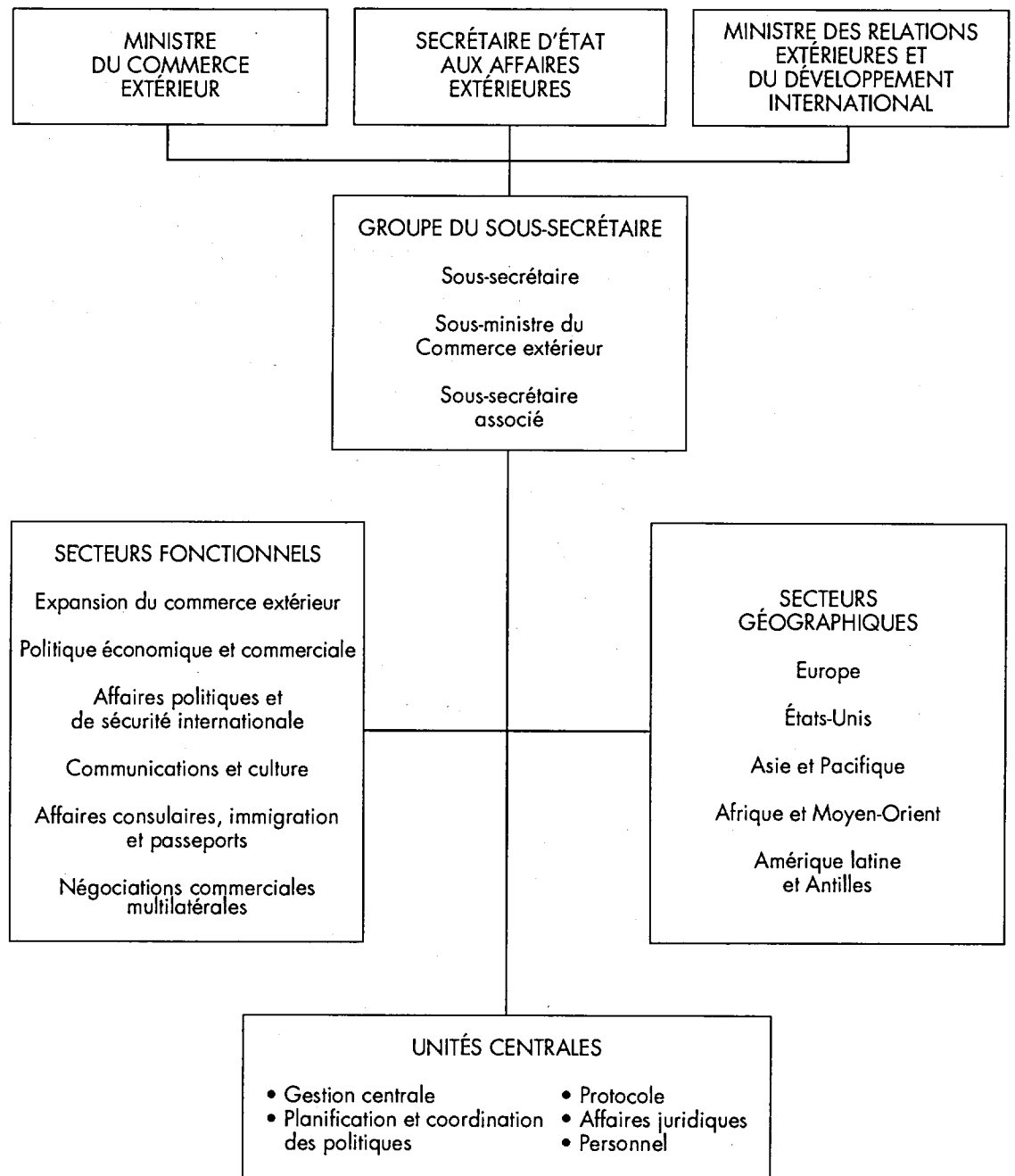
Afin de réduire les loyers, qui sont très élevés dans certains pays étrangers, le Canada investit davantage dans l'immobilier et ce, grâce au Programme d'acquisition à long terme. Une des principales réalisations cette année a été la rénovation de notre ambassade à Tokyo, qui a coûté 200 millions de dollars.

leur concours, Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada continuera à promouvoir le Canada au pays et à l'étranger, à favoriser les échanges internationaux et à influencer sur la politique étrangère du gouvernement dans les années à venir et à l'appliquer.



# ANNEXE I

## ORGANIGRAMME



doc  
CA1  
EA  
91A56  
EXF

**ANNUAL  
REPORT  
1990-1991**

.b2723633(E)  
.b2723645(F)

**OVERVIEW**

External Affairs and  
International Trade Canada

**Canada**

# **O**UR MISSION

---

**To** portray, promote and defend the interests of Canada and the common values of Canadians in the world;

**To** bring awareness and understanding of the world to Canadians;

**To** serve Canadians at home and abroad.

The Corporate Review  
June 1990

---

# CHAPTER 1 OVERVIEW

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

JAN 15 1996

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
BUREAU CENTRAL A SÉRIE/BURO DU MINISTRE

The year under review, from April 1, 1990 to March 31, 1991, has been marked by political events that have changed the balance of world power and have presented challenges in diplomacy and exciting opportunities for trade. The unification of Germany, the rapid changes in the Soviet Union, and the Gulf War have had a major impact on Canada's diplomatic missions. Through External Affairs and International Trade Canada, the government has sought to advance the cause of democracy and to alleviate human suffering, while promoting Canada's interests on the world stage.



Photo: Klaus Moller

*Mr. Joe Clark at the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE)*

## MULTILATERAL ACTIVITIES

Canada places great importance on her role in, and support of, many multilateral associations now dealing with these world changes. As a member of the United Nations Security Council until December 1990, Canada took part in extensive UN deliberations aimed at preventing the outbreak of the war in the Middle East. In January, when Iraq could not be persuaded to withdraw peacefully from Kuwait, Canada supported the UN resolutions and committed troops to the Gulf. Canada also showed leadership at the UN on the arms embargo to South Africa, and as a member of the United Nations Observer Group in Central America (ONUCA).

The Paris Summit of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) in November 1990 marked the end of the Cold War in Europe. The Charter of Paris for a New Europe proclaimed friendly relations among 34 participating states, and the Conventional Forces in Europe Treaty stated that the 22 countries belonging to the North Atlantic Treaty Organization (NATO) and the Warsaw Pact are no longer adversaries. The Prime Minister and the Secretary of State for External Affairs, who represented Canada at the meetings, pressed for a conflict prevention centre and recognition of the human dimension in world events.

At the July Summit of NATO leaders, Prime Minister Mulroney and other Alliance leaders issued the London Declaration. This document recognized

the fundamental changes which have occurred in Europe and launched a program to transform NATO in light of these changes.

The Houston Economic Summit focused on the U.S.S.R., trade and the environment. Summit leaders recognized democratic developments in Central and Eastern Europe and launched a study into the Soviet economy to make recommendations for its reform. Canadian initiatives included environmental indicators, land-based sources of coastal pollution, and ecolabelling. The Statement of Transnational Issues condemned terrorism and the proliferation of weapons of mass destruction.

The Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations continued with the resolution of agricultural issues having high priority.

Canada supported human rights, democratic values and women's equality at Commonwealth meetings throughout the year. The Commonwealth Committee of Foreign Ministers, chaired by the Secretary of State for External Affairs, the Right Honourable Joe Clark, continued its work towards the end of apartheid in South Africa.

Since the Dakar Francophone Summit in May 1989, 90 projects have been implemented. They encompass agriculture, the environment, education, culture, science and technical development. A Conference of Ministers of Culture was held in Liège, Belgium, in November, to support Francophone cultural industries.

43-274-898 (e)  
43-274-899 (e) 62723645

---

## INTERNATIONAL RELATIONS

### THE UNITED STATES

Canada-United States relations focused on a number of key issues including trade, defence, scientific cooperation and the environment. Prime Minister Mulroney and President Bush have met 11 times since January 1989. After several years of negotiation, on March 13, 1991, the Air Quality Agreement was signed which should reduce by half the cross boundary flow of pollution in the form of acid rain.

As Canada's largest foreign investor, the U.S. accounts for almost 70 percent of foreign direct investment in Canada. Total two-way merchandise trade amounted to \$203.4 billion. New Exporters Programs, NEBS and NEXUS, supported by 12 Canadian consulates and 15 satellite offices, attracted participants in the areas of federal government procurement, environmental equipment, information technologies and consulting services.

Public affairs programs reinforce the image of Canada as a responsible partner on the continent in trade, defence and the environment.

### LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN

This was the second year of the government's Strategy on Latin America, and the Department's activity in the area has intensified. In June 1990, the Minister for External Relations and International Development, the Honourable Monique Landry, attended the Organization of American States (OAS) General Assembly in Paraguay where a Canadian initiative to establish a Unit for the Promotion of Democracy was unanimously adopted. Other OAS activities in which Canada was involved included a commission on women and a forum on drug abuse.

Canada focused on consolidating and strengthening democratic institutions, especially with regard to the elections in Haiti where Canada provided \$1 million and observer support.

Economic relations have improved throughout Latin America. Exports and investment have risen, specifically \$490 million to Brazil; \$230 million to Venezuela.

In spring 1990, Les Grands Ballets Canadiens, financially assisted by the Department, successfully toured Mexico, Venezuela and Brazil.

### AFRICA

Many African countries have taken steps towards democratization in the past year. Canada is encouraging economic and social reforms, and has provided humanitarian assistance to Liberia, Somalia, the Sudan and Ethiopia.

In September, President Mugabe of Zimbabwe visited Canada in recognition of the role Canada has played in the economic development of Zimbabwe and other southern African countries.

The issue of apartheid continued to dominate relations with South Africa. Although most of the pillars of apartheid have been removed, Canada maintained trade restrictions to ensure that the South African government honoured the promises it has been making to the international community to end racial segregation. They include the return of exiles, the release of political prisoners, and the review of repressive legislation.

In June, Nelson Mandela, Vice-President of the African National Congress (ANC) visited Canada shortly after the South African government released him from detention. At that time, Prime Minister Mulroney pledged \$5.85 million to assist returning exiles and former political prisoners.

### ASIA AND THE PACIFIC

Eleven of the world's fastest growing economies are in Asia and the Pacific, and by the year 2000, the area is expected to contain 70 percent of the world's population. Japan is second only to the U.S. in trade with Canada. In Japan, Mr. Clark met with then Japanese Foreign Minister Taro Nakayama, and launched the North Pacific Cooperative Security Dialogue. Trade with China is increasing.

Canada's involvement in the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) is the cornerstone of relations with Southeast Asia. Business, academic and cultural contacts are rapidly developing, and bilateral trade reached \$3.4 billion in 1990.

Canada resumed official development assistance to Vietnam, Cambodia and Laos. Canada has now committed more than US\$112 million to projects in Vietnam.

In South Asia, aid has been given to Bangladesh where a number of natural disasters, including cyclones and floods, devastated the country. Both Madame Landry and the Honourable Barbara McDougall (as Minister for Employment and Immigration) paid official visits to South Asia during the fiscal year.

Canada, as one of the six dialogue partners, took part in the second South Pacific Forum Dialogue Meeting in Vanuatu.

During the year under review, Asia and the Pacific were an extremely important source of immigrants to Canada, many of them entrepreneurs and investors who will contribute much to the Canadian economy.

The Department hosted Canada Business and Technology Week in Seoul, November 1990, and Canada Week in Taipei, among other public affairs programs, to raise Canada's image in Asia Pacific.

#### **WESTERN EUROPE AND THE EUROPEAN COMMUNITY**

Canada's involvement in the evolution of Europe included participation in world forums and discussion at inter-governmental bodies such as NATO. Consultations were carried out with French Prime Minister Michel Rocard, and the Prime Minister of Italy, Giulio Andreotti, and Canada hosted German President Richard Von Weizsaecker.

In anticipation of the institution of a single market in the European Community, the Department has distributed sectoral reports on Europe 1992 to business and academic communities. A declaration on EC-Canada relations has highlighted the importance Canada and the European Community hold for one another.

Public affairs programs included a large publicity campaign to alert European decision makers of the dangers of overfishing in the North Atlantic. TV5, a Francophone television network in which Canada is involved, is giving Canadian programming a wider international audience.

#### **THE SOVIET UNION AND CENTRAL AND EASTERN EUROPE**

Massive changes have been occurring in the whole structure of the U.S.S.R. The Secretary of State for External Affairs, the Right Honourable Joe Clark, paid a working visit to the U.S.S.R. and President

Mikhail Gorbachev visited Canada to seek support for his reforms and financial and technical assistance.

The Task Force on Central and Eastern Europe, with a \$35-million Technical Assistance Program, is at the centre of Canada's efforts to support the emerging market economies and democratization in the area. The Task Force launched a project identification mission to the Czech and Slovak Federal Republic in November 1990. Assistance programs were established for Poland and Hungary as well as for the C.S.F.R. Canada is providing technical assistance, management expertise and food aid.

Canada has been supportive of the political and economic reform in the U.S.S.R., but is taking a cautious approach to assure that the proposed liberalization will be accomplished peacefully. In response to the killing of civilians in Lithuania and Latvia by the Soviet military, Canada suspended technical assistance and a line of credit for food to the U.S.S.R.

Cultural relations were fostered through international expositions, educational exchanges, and the promotion of Canadian Studies centres abroad.

#### **MIDDLE EAST**

The Persian Gulf crisis required Departmental involvement at many levels from international dialogue and peacekeeping efforts to communications links between the Canadian government and the forces deployed. Implications for the whole of the Middle East were staggering, including extreme physical hardship and the displacement of thousands of people. Canada provided peacekeeping forces to the United Nations Iraq/Kuwait Observer Mission (UNIKOM) and is currently involved in both the cleanup and the rebuilding of Kuwait.

On March 31, 1991, Canada provided some \$26 million to the Government of Egypt as well as \$13 million in debt relief to help with refugees.

Jordan was another of the prime beneficiaries of the \$75 million Canada has allocated to assist those countries suffering the effects of the war.

The Secretary of State for External Affairs visited Israel in November 1990 and in March 1991. Mr. Clark also visited Iran and Jordan and met with Saudi leaders and the President of Syria. Following the Gulf crisis, there is a new urgency to find a just settlement to the Arab-Israeli conflict. Canada fully supports UN and U.S. efforts to achieve peace in the Middle East.

---

## **TRADE POLICY AND TRADE DEVELOPMENT**

Trade policy enhanced the competitiveness of Canadian industries, their technological adaptation and their access to foreign markets.

Important decisions at meetings of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) during the course of the year included the accession of El Salvador and Guatemala to the GATT and the admission of the U.S.S.R. as an observer. Canada's interests were advanced on free trade, trade-related environmental concerns, and the issue of the access of Canadian wheat to the European Community.

The Canada-U.S. Free Trade Agreement (FTA) is contributing effectively to the \$200 billion in two-way trade between Canada and the United States. A third round of tariff reductions took place in January 1991, improving Canada's position in relation to the world's largest market. The proposed North American Free Trade Agreement with Mexico and the United States will aim to build on those achievements. Mexico is Canada's largest trading partner in Latin America and the Caribbean, with Canadian exports totalling almost \$600 million.

The Department operates a number of programs to help Canadian producers and manufacturers be more competitive internationally, and to attract investment to Canada. Recipients of the Technology

Inflow Program reported sales of \$156 million and the creation of 1 550 jobs. Such programs as the Investment Development Program, Going Global and the Program for Export Market Development (PEMD) encouraged investment in Canada and the sale of goods abroad. PEMD has both government-initiated and industry-initiated components. Sales as a result of industry-initiated marketing activities have reached \$600 million.

International Trade Centres across Canada provide a link to the Department's services in Ottawa and abroad.

The Department has continued efforts to develop new markets and marketing strategies for all areas of agriculture and food supplies, fish and consumer products. It has investigated ways to link companies producing similar or complementary products and present them to the international marketplace, combining promotional efforts to strengthen sales. In 1990, the Department sponsored Canadian participants in 55 Western European trade fairs including 18 national stands.

During the fiscal year, Canada recorded a growth in Canadian exports and the trade balance showed a surplus of \$12.4 billion, an increase of \$8.9 billion over 1989.

---

## **SECTORAL ACTIVITIES**

### **THE ENVIRONMENT**

A Special Advisor to the Secretary of State for External Affairs was appointed in the fall of 1990 to deal specifically with environmental issues. Preparatory meetings for the United Nations Conference on Environment and Development (UNCED) have already taken place. Canada's concerns include forestry, biodiversity and climate change.

Canada hosted the April 1990 meeting of the Arctic Environmental Protection Initiative of the eight circumpolar nations where an Arctic Environment Protection strategy was drafted. EC overfishing of Canadian waters continued despite Northwest Atlantic Fisheries Organization opposition.

Concern for the environment covers all issues from recycling efforts at headquarters to analysis of the ozone layer.

### **LAW**

Negotiations continued on Canada-France maritime issues, primarily the dispute over fishing rights in the waters surrounding the islands of St. Pierre and Miquelon.

New legislation allowed Canada to ratify the 1977 protocols of the Geneva Convention on the wartime treatment of prisoners and the sick and wounded.

The Department also dealt with issues such as protection for intellectual property, precursor chemicals, money-laundering, science and technology agreements, chemical weapons and nuclear accidents.

### **DEFENCE**

Arms control and disarmament were major issues on the international stage, the situation in the Middle East making it even more important to identify weapons of mass destruction and halt their

proliferation. In February, the Prime Minister and the Secretary of State for External Affairs proposed new measures specifically aimed at curbing proliferation, including a gathering of leaders to issue a statement of global political will condemning these weapons.

The North American Aerospace Defence (NORAD) Agreement between Canada and the United States was renewed for a further five years.

### IMMIGRATION

In 1990, the Canadian government announced a five-year plan increasing immigration from

200 000 in 1990 to 220 000 in 1991, and then to 250 000 per year until 1995.

Because of the vast political and economic changes taking place in Europe, there was increased pressure on Canadian immigration facilities. In 1990, Canada accepted 13 442 refugees and 37 944 immigrants from Western Europe. Many Eastern European refugees have also funnelled through Western Europe during the year. Two computer systems, the Computer Assisted Immigration Processing System (CAIPS) and Immigration Mega, allow the Department to track people through the process.

---

### ADMINISTRATION

Departmental expenditures for the fiscal year totalled \$1 150.5 million. Severe cutbacks in the operating budget of the Department have led to new cost-accounting measures and overall efforts at cost-effectiveness. To this end, a Corporate Review was undertaken to study operations at headquarters and abroad. The results, published in June 1990, recommended the reorganization of several divisions. The Audit and Evaluation functions were combined under an Inspector General, a Ministerial Correspondence Unit was created to answer letters on behalf of the Ministers, and the New Resource Planning and Management Secretariat assumed responsibility for departmental resources.

Public Service 2000 and the Corporate Review led to some repositioning of staff and some reductions by attrition. Further training has been initiated, and a Departmental Ombudsman was appointed.

The Corporate Review also indicated the need for a Consular Immigration and Passport Affairs Branch. During the 1990 calendar year, at posts abroad, the Department issued 181 902 immigrant visas and 644 889 visitor visas. Canada now has 5.6 million passports in circulation.

The Department continued to enhance its computer networks for communications and data retrieval. MITNET, for example, combines voice, data, facsimile, and message traffic using the latest Canadian technology.

In an effort to reduce high rentals in some foreign countries, Canada is purchasing more property through the Long-Range Capital Program. A major accomplishment was the \$200-million redevelopment of the Tokyo Embassy.

---

### CONCLUSION

The complexity and flux of the world situation, the economic realities of the recession and the internal restructuring and fiscal restraints made this a year that challenged the Department's resources. Employees at all levels deserve credit for diligence

and enterprise. With their help, External Affairs and International Trade Canada will continue to promote Canada at home and abroad, to foster international trade, and to influence and administer the government's foreign policy in the years ahead.



# APPENDIX I

**DEPARTMENT OF  
EXTERNAL  
AFFAIRS:  
ORGANIZATIONAL  
CHART**

